



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Diversité
des expressions
culturelles

7 IGC

**COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL
POUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES**

**INTERGOVERNMENTAL COMMITTEE
FOR THE PROTECTION AND PROMOTION OF THE DIVERSITY
OF CULTURAL EXPRESSIONS**

Septième session ordinaire / Seventh Ordinary Session

**Paris, Siège de l'UNESCO / Headquarters
10 - 13 décembre/December 2013**

DOCUMENT D'INFORMATION / INFORMATION DOCUMENT

Ce document a été préparé en 2013 par l'Association scientifique internationale d'Union latine d'économie politique de l'information, de la communication et de la culture (ULEPICC) conformément à la Résolution 4.CP 13 pour la septième session du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. L'auteur est responsable du choix et de la présentation des faits contenus dans ce rapport et des opinions qui y sont exprimées. Celles-ci ne sont pas nécessairement celles du Secrétariat de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

This document has been prepared in 2013 by ULEPICC in accordance with Resolution 4.CP 13 for the seventh session of the Intergovernmental Committee for the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions. The author is responsible for the choice and the presentation of the facts contained in this Report and for the opinions expressed therein, which are not necessarily those of UNESCO and do not commit the Organization.



DÉCLARATION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Getafe (Espagne), le 4 Octobre 2013

Les 3 et 4 Octobre 2013, s'est tenu sur le campus de Getafe de l'Université Carlos III de Madrid un atelier international sur le thème « La protection et la promotion de la diversité audiovisuelle à l'ère numérique ». La réunion, coordonné par les professeurs Luis A. Albornoz et Ana I Segovia, était organisée par des chercheurs qui participent au projet « La diversité culturelle et le secteur audiovisuel : meilleures pratiques et indicateurs » (réf. CSO2011 - 26241), qui fait partie du Plan national pour la recherche scientifique, le développement et l'innovation technologique en Espagne.

L'événement a été mis en œuvre avec le soutien de la Faculté des Sciences Humaines, Communication et Sciences de l'Information de l'Université Carlos III de Madrid, l'Association scientifique internationale d'Union latine d'économie politique de l'information, de la communication et de la culture (ULEPICC) et le groupe de recherche Télévision-cinéma : mémoire, représentation et industrie (TECMERIN).

Les experts convoqués à la réunion ont examiné les moyens de stimuler la diversité des industries culturelles dans le contexte numérique, en tenant compte du travail réalisé à l'échelle nationale et internationale pour la mise en œuvre de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* (UNESCO, 2005).

Il faut noter qu'au stade de la conception de l'atelier international, les organisateurs ont tenu compte de l'invitation faite aux « parties qui le souhaitent, ainsi qu'à la société civile, à soumettre au Secrétariat un rapport sur la question des aspects du développement des technologies numériques ayant un impact sur la Convention, et à proposer des actions susceptibles d'être engagées pour que le Comité les examine au cours de sa septième session ». Cette invitation a été formulée lors de la dernière réunion de la Conférence des Parties de la Convention de 2005 (Résolution 4.CP 13, Paris, 14 Juin 2013).

La réunion a soulevé les considérations, recommandations et conclusions suivantes, que les experts convoqués souhaitent partager :



La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO, 2005) devrait être développée et appliquée dans le nouveau paysage dessiné par les réseaux et les médias numériques.

Le rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication (MacBride, 1980) et la Déclaration de Mexico sur les politiques culturelles (UNESCO, 1982) sont deux antécédents directs de la *Déclaration universelle sur la diversité culturelle* (UNESCO, 2001) et de la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* (UNESCO, 2005).

La diversité culturelle ne doit pas être comprise comme un objectif en tant que tel, mais comme un principe qui contribue à la reconnaissance de l'autre, de la distinction et de la différence. Il est donc nécessaire de lutter contre l'invocation de ce principe dans le cadre de projets qui travaillent sur l'exclusion de l'autre par l'imposition de barrières de différents types.

Il est essentiel de mettre en œuvre des politiques publiques, nationales et internationales, qui protègent et favorisent la diversité des contenus numériques dans le paysage numérique.

Il est aussi indispensable de garantir l'accès à l'infrastructure numérique à l'échelle mondiale, en évitant une nouvelle fracture entre ceux qui y ont accès et ceux qui en sont privés. Éviter la « fracture numérique » devrait faire partie des politiques culturelles. En ce sens, on envisage de fournir l'accès à Internet à haut débit comme un service universel à l'échelle internationale (garanti à tous les utilisateurs indépendamment de leur situation géographique, avec une qualité spécifiée et à un prix abordable) en guise d'outil permettant d'assurer le droit à l'égalité numérique.

L'accès et la participation des individus et des groupes sociaux sont des conditions nécessaires pour la diversité culturelle dans l'environnement numérique et doivent être les principes directeurs des politiques culturelles contemporaines.

Alors que le potentiel des technologies numériques (appliqué aux domaines de la production, distribution, promotion et consommation) pour la diffusion des contenus audiovisuels est conséquent, le manque de visibilité de nombreux contenus culturels reste un problème urgent.

Les nouveaux réseaux et supports numériques confirment un processus de ré-intermédiation mené par de nouveaux agents - tels que Google, Youtube, Facebook, Spotify... - dont les partenariats avec des conglomérats de médias et / ou culturels



traditionnels remettent en question la diversité dans les réseaux numériques. L'action de ces intermédiaires ou *gatekeepers* de l'arène numérique constitue une sorte de « goulot d'étranglement » qui donne de la visibilité et favorise certains contenus culturels (« les plus vendables ») au détriment d'autres. La fameuse « longue traîne », métaphore qui fait référence à la grande disponibilité des contenus sur les réseaux numériques, fonctionne comme une « longue traîne invisible ».

Il est nécessaire de poursuivre les recherches sur les stratégies développées par les intermédiaires du paysage numérique sur des questions sensibles telles que les alliances avec les principaux groupes de culture et de communication, l'étiquetage des contenus ou les algorithmes secrets utilisés par les moteurs de recherche afin de guider la visibilité de certains contenus.

Compte tenu de la place occupée par les contenus audiovisuels dans les nouveaux médias et les réseaux numériques, il faut implémenter des portails et des moteurs de recherche à même de promouvoir l'émergence de nouveaux créateurs, en apportant un soin particulier à l'élaboration de nouvelles initiatives dans les pays en voie de développement économique et / ou dans ceux qui accèdent difficilement aux moyens de production et de distribution sur les marchés internationaux.

La difficulté d'adapter les outils traditionnels d'intervention pour protéger et promouvoir les contenus culturels - tels que les quotas pour la diffusion de contenus symboliques donnés - dans l'environnement numérique ouvre un nouveau champ de réflexion. À cet égard, il est essentiel de tenir compte de la complexité du flux de contenus dans les réseaux et supports numériques, ainsi que du respect des droits fondamentaux des hommes et des femmes.

Lancer des discussions avec d'autres Parties à la CDEC quant à la façon d'aborder cette dernière au sein des négociations commerciales en cours et à venir, avec une attention spéciale au traitement des services culturels numériques. La mise en place d'un Forum culturel interministériel - incluant également des experts et des représentants de la société civile et des organisations internationales - serait très utile pour construire des perspectives communes sur l'enjeu « commerce-culture-numérique ».

La politique de défense du *copyright* profite principalement aux grands groupes mondiaux de la culture et de la communication et aux créateurs et auteurs à succès, tout en minimisant les droits d'auteur et l'augmentation du domaine public dans le paysage numérique. La défense acharnée du *copyright* et les rapports entre les



entreprises de l'édition et les entités de gestion des droits agissent contre les intérêts des micro, petites et moyennes entreprises et la grande majorité des artistes qui ne font pas partie du *star system* médiatique et culturel.

En vertu de l'article 21 de la CDEC, il est nécessaire que l'UNESCO entreprenne une action de veille aux débats et aux négociations qui ont lieu dans d'autres arènes internationales relatives à l'enjeu numérique telles que l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), l'Union internationale des Télécommunications (UIT) et la Banque mondiale. L'UNESCO devrait d'un côté évaluer les répercussions de ces débats sur la CDEC, et d'un autre, promouvoir de façon dynamique les objectifs de cette dernière.

La coopération culturelle à l'échelle internationale, dans l'environnement analogique et dans le numérique, est une pierre angulaire de la protection et de la promotion de la diversité culturelle. Il est nécessaire lutter contre les intérêts nationaux défendus par les représentations des États-nations qui entravent la coopération culturelle, et de reprendre des initiatives conjointes telles que l'articulation des régions géolinguistiques.

L'environnement numérique est une opportunité pour mettre en œuvre la diversité dans les scénarios que façonnent les cultures autochtones et ancestrales, les communautés d'immigrés et les cultures minoritaires.

Il est impératif de lancer un débat multilatéral sur les droits des créateurs et des artistes au sein du nouveau paysage numérique. En coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation internationale du travail (OIT) et les organisations professionnelles de la culture, l'UNESCO est l'institution appropriée pour entreprendre une telle action sur la condition socioéconomique du créateur dans le nouvel univers numérique. Rappelons la Recommandation sur le statut de l'artiste (UNESCO, 1980), la création de l'Observatoire mondial sur la condition sociale de l'artiste (UNESCO, 1997), ainsi que le rapport de la Rapporteuse spéciale des Nations-Unies sur les droits culturels consacré à la question « Le droit à la liberté d'expression artistique et de création » (ONU, 2013).

Comprenant que la mobilité des artistes et des interprètes culturels est une condition nécessaire à la diversité, complémentaire à leur présence dans les services numériques audiovisuels, il faut absolument mettre en place des instruments internationaux qui favorisent leur mobilité.



S'avèrent indispensables une plus grande organisation et un rôle plus actif de la société civile dans la défense de la diversité culturelle, à travers des organisations engagées dans la démocratisation de l'information, de la communication et de la culture. Dans ce sens, on souligne le rôle que doivent jouer les universités publiques et leurs chercheurs.

Compte tenu des multiples dimensions qu'englobe la diversité culturelle, il est essentiel de disposer d'indicateurs qui contribuent à l'évaluation des politiques culturelles. Cependant, une telle évaluation doit systématiquement être subordonnée à des objectifs politiques fixés antérieurement par une entreprise à un moment donné et dans un espace défini, et elle doit par ailleurs prendre en considération le contexte du développement et de la mise en œuvre.

Il est primordial que les politiques culturelles de la diversité dans l'environnement numérique soient soutenues par des indicateurs qui perçoivent la durabilité sociale que ces politiques peuvent générer, qui essaient de cerner les avantages intangibles de la diversité d'expression dans les arts et la culture, et contribuent à légitimer le développement de ces politiques.

Il est indispensable de reconnaître et diffuser les « bonnes pratiques » au travers de catalogues qui inspirent des actions visant à promouvoir la diversité culturelle dans l'environnement numérique du secteur audiovisuel en particulier, et des industries culturelles en général.

Participantes de l'atelier international:

Luis A. Albornoz (Université Carlos III de Madrid), Asier Aranzubia (Université Carlos III de Madrid), Beatriz Barreiro Carril (Université Rey Juan Carlos), Alejandro Barranquero (Université Carlos III de Madrid), María Soliña Barreiro (Groupe de Recherches Audiovisuelles, Université Santiago de Compostela), Sagrario Beceiro (Université Carlos III de Madrid), Lena Benzecry (Université Fédérale de Rio de Janeiro), Enrique Bustamante (Université Complutense de Madrid), J. Ignacio Gallego (Université Carlos III de Madrid), M^{re} Trinidad García Leiva (Université Carlos III de Madrid), Isabel Guglielmone Urioste (Université Technologie de Compiègne), Patricia Marengi (Université de Salamanca), Eduard Miralles (Interarts, Espagne), Ana I. Segovia (Université Complutense de Madrid), Fernando Silva (Université Fédérale de Rio de Janeiro), Francisco Utray (Université Carlos III de Madrid), Alejandra Val (Université Carlos III de Madrid), Manel Verdú i Martí (Département de Culture, Gouvernement de Catalogne, Espagne), Antonios Vlassis (Université du Québec à Montréal) y Peilei Ye (Université Carlos III de Madrid).

Contacts:

Professeur Dr. Luis A. Albornoz – albornoz@hum.uc3m.es

Professeure Dra. Ana I. Segovia – asegovia@ccinf.ucm.es

www.diversidadaudiovisual.org



STATEMENT ABOUT THE PROTECTION AND PROMOTION OF CULTURAL DIVERSITY IN THE DIGITAL ERA

Getafe (Spain), Friday, October 4th, 2013

The international workshop “Protection and promotion of audiovisual diversity in the digital era” took place on October 3rd and 4th, 2013 at the Getafe campus of the Universidad Carlos III of Madrid. It was coordinated by Professor Luis A. Albornoz and Professor Ana I. Segovia and organized by the participants in the Project “Cultural diversity and the audiovisual sectors: good practices and indicators” (ref. CSO2011-26241), which is part of the National Plan of Scientific Research, Development and Technological Innovation in Spain.

The event was supported by the Faculty of Humanities, Communication and Documentation of the Universidad Carlos III of Madrid, the international scientific association “Unión Latina de Economía Política de la Información la Comunicación y la Cultura” (ULEPICC) and the research group “Televisión-cine: memoria, representación e industria” (Tecmerin).

The gathered experts analysed how to boost diversity within the cultural industries in the digital context in a variety of ways, taking into consideration the international and national work that is been developed as a result of the implementation of the *Convention on the protection and promotion of the diversity of cultural expressions* (Unesco, 2005).

It is worth noting that the organizers of this international workshop took into consideration the invitation to “the Parties that so wish as well as civil society to report to the Secretariat on aspects of the development of digital technologies that have an impact on the Convention and proposals for future action for examination of the Committee during its seventh session, and requests the Committee to transmit the results of its work to its fifth ordinary session”, formulated in the last meeting of the Conference of the Parties of the 2005 Convention (Resolution 4.CP 13, Paris, June 14th, 2013).

As a result of their encounter, the gathered experts would like to share the following considerations, recommendations and verifications:



The *Convention on the protection and promotion of the diversity of cultural expressions* (Unesco, 2005) must reach its development and application in the landscape drawn by digital networks and supports.

The report written by the *International Commission for the Study of Communication Problems* (MacBride report, 1980) and the *Mexico City Declaration on Cultural Policies* (Unesco, 1982) are two direct precedents of both the *Universal Declaration on Cultural Diversity* (Unesco, 2001) and the *Convention on the protection and promotion of the diversity of cultural expressions* (Unesco, 2005).

Cultural diversity cannot be understood as a goal in itself but as a principle that contributes to recognize the other, the distinct and the different. Consequently, it is necessary to fight against the possible invocation of this principle in projects that work on the exclusion of the other by creating a diversity of barriers.

It is necessary to implement public policies—both national and international—that protect and promote the diversity of digital contents within the digital landscape.

It is essential to guarantee the worldwide access to digital infrastructure, avoiding a new gap between those who have access and those who do not. Avoiding the “digital fracture” must be a constitutive part of cultural policies. In this sense, it is suggested to supply broadband Internet as a universal service delivered internationally (guaranteed for all users, independently of their geographic location, with a specific quality and at an affordable price). This supply would guarantee the right to digital equality.

The access and participation of individuals and social groups are the conditions for cultural diversity within the digital environment and must be the guiding principles of contemporary cultural policies.

While recognizing that digital technologies offer a myriad of possibilities (in terms of production, distribution, promotion and consumption) for the circulation of audiovisual content, the lack of visibility of a great amount of cultural content continues to be a pressing issue.

In the new digital networks and supports, there is a process of re-mediation by new agents—such as Google, YouTube, Facebook, Spotify etc. The alliances between these agents and traditional media and cultural conglomerates question the diversity of the digital networks. The activity of these intermediaries or *gatekeepers* within



the digital arena constitutes a sort of “bottleneck” that grants visibility and promotes specific contents (“those that are more sellable”) in detriment of others. The postulated “long queue”, a metaphor that refers to the great availability of contents through digital networks, works, in actuality, as a “long invisible queue”.

It is necessary to do further research about the strategies developed by these intermediaries within the digital landscape in sensitive topics such as the alliances between the large culture-communication groups, the labelling of contents or the secret algorithms deployed in the search engines that guide the visibility of contents.

Taking into consideration the important role of audiovisual contents in the new digital networks and supports, it is necessary to create portals and search engines that favour the emergence of new creators, paying special attention to the development of initiatives in countries with hard economic conditions and/or difficulties of access to the means of production and distribution in the international markets.

The difficulty to adapt traditional instruments of intervention to protect and promote cultural contents—such as the broadcasting quotas of specific symbolic contents—within the digital environment opens a new field of analysis. In that regard, it is necessary to account for the complexity of content circulation in the digital networks and supports, and the respect for the basic rights of men and women.

Start a series of conversations with other Parties of the 2005 Convention to address the diversity of cultural expressions within the on-going commercial negotiations—and those yet to come—with special attention to the treatment of digital cultural services. The creation of an interministerial cultural forum—that includes also experts and representatives of civil society and international organizations—would be extremely useful to come up with common perspectives about the problematic “commerce-culture-digital”.

Policies devoted to the defence of *copyright* mostly favour the large culture and communication global groups and some commercially successful creators-authors, in detriment of the author’s rights and the strengthening of public domain within the digital landscape. The staunch defence of *copyright* and the relationship between publishing companies with rights management institutions goes against the micro, small and mid-size companies, and the majority of creators are not part of the media-cultural *star system*.



Following article 21 of the 2005 Convention, it is necessary for Unesco to be alert on the debates and negotiations regarding the digital challenge that happen in other international forums such as the World Intellectual Property Organization (WIPO), the World Trade Organization (WTO), the International Telecommunications Union (ITU) and the World Bank. Unesco must, on the one hand, evaluate the impact of these debates on the 2005 Convention, and, on the other hand, dynamically promote the goals of the Convention in the above-mentioned forums.

Cultural cooperation at an international level, both within the digital and analogue environments, is a key factor in the protection and promotion of cultural diversity. It is necessary to confront the national interests championed by the representatives of the Nation-States since they obstruct cultural cooperation and re-launch initiatives such as the articulation of geo-linguistic areas.

The digital environment offers an opportunity to implement diversity in the scenarios drawn by original and ancestral cultures, immigrant groups and minorities.

It is indispensable to put in motion a multilateral debate about the rights of creators and artists within the new digital scenario. In cooperation with the WIPO, the International Labour Organization (ILO) and professional institutions devoted to culture, the Unesco is the suitable organization to lead a reflection about the social and economic conditions of creators within the digital world. In this context, it is worth remembering the *Recommendation concerning the Status of the Artist* (Unesco, 1980), the creation of the World Observatory on the Social Condition of the Artist (Unesco, 1997), and the report by UN Special Rapporteur in the field of Cultural Rights devoted to “the Right to Freedom of Artistic Expression and Creation” (ONU, 2013).

Understanding that the mobility of creators and cultural analysts is a necessary condition for diversity, it is necessary to develop the international instruments to increase such mobility.

There is a need for a greater degree of organization and prominence of civil society in the defence of cultural diversity, through organizations committed to the democratization of information, communication and culture. In this sense, it is worth noting the role of public universities and their researchers.

Considering the multiple dimensions that the term cultural diversity encompasses, it is necessary to have indicators that contribute to the evaluation of cultural policies. However, such evaluations must be necessarily subordinate to the previously



established political goals in a given a society, operating within specific spatial and temporal frameworks, and must also take into consideration their context of development and implementation.

It is essential that the cultural policies of diversity within the digital environment rely on indicators that account for the social sustainability they may catalyse, attempt to capture the intangible benefits of the diversity of expressions within the arts and culture, and contribute to legitimate the development of these policies.

It is necessary to recognize and promote “good practices”—through catalogues—that inspire actions, which contribute to promote cultural diversity within the digital audiovisual environment, in particular, and within the cultural industries, in general.

Participants in the international workshop:

Luis A. Albornoz (Charles III University of Madrid), Asier Aranzubia (Charles III University of Madrid), Beatriz Barreiro Carril (Rey Juan Carlos University), Alejandro Barranquero (Charles III University of Madrid University), María Soliña Barreiro (Group of Audiovisual Studies, Santiago of Compostela University), Sagrario Beceiro (Charles III University of Madrid), Lena Benzecry (Federal University of Rio de Janeiro), Enrique Bustamante (Complutense University of Madrid), J. Ignacio Gallego (Charles III University of Madrid), M^ª Trinidad García Leiva (Charles III University of Madrid), Isabel Guglielmone Urioste (University of Technology of Compiègne), Patricia Marengi (Salamanca University), Eduard Miralles (Interarts, Spain), Ana I. Segovia (Complutense University of Madrid), Fernando Silva (Federal University of Rio de Janeiro), Francisco Utray (Charles III University of Madrid), Alejandra Val (Charles III University of Madrid), Manel Verdú i Martí (Department of Culture, Government of Catalonia), Antonios Vlassis (Université du Québec à Montréal) and Peilei Ye (Charles III University of Madrid).

Contact:

Professor Luis A. Albornoz – albornoz@hum.uc3m.es

Professor Ana I. Segovia – asegovia@ccinf.ucm.es



DECLARACIÓN SOBRE LA PROTECCIÓN Y PROMOCIÓN DE LA DIVERSIDAD CULTURAL EN LA ERA DIGITAL

Getafe (España), viernes 4 de octubre de 2013

Los días 3 y 4 de octubre de 2013 se celebró el *workshop* internacional “Protección y promoción de la diversidad audiovisual en la era digital” en el campus de Getafe de la Universidad Carlos III de Madrid. El encuentro, coordinado por los profesores Luis A. Albornoz y Ana I. Segovia, fue organizado por los investigadores participantes del proyecto “Diversidad cultural y sector audiovisual: buenas prácticas e indicadores” (ref. CSO2011-26241), el cual forma parte del Plan Nacional de Investigación Científica, Desarrollo e Innovación Tecnológica de España.

El evento contó para su realización con el apoyo de la Facultad de Humanidades, Comunicación y Documentación de la Universidad Carlos III de Madrid, de la asociación científica internacional Unión Latina de Economía Política de la Información la Comunicación y la Cultura (ULEPICC) y del grupo de investigación Televisión-cine: memoria, representación e industria (Tecmerin).

Los expertos convocados al encuentro analizaron de qué formas se puede impulsar la diversidad de las industrias culturales en el contexto digital, teniendo en consideración el trabajo que a escala internacional y nacional se viene desarrollando en torno a la implementación de la *Convención sobre la protección y promoción de la diversidad de las expresiones culturales* (Unesco, 2005).

Cabe señalar que a la hora de diseñar el *workshop* internacional sus organizadores tuvieron en consideración la invitación “a las Partes que así lo deseen y a la sociedad civil, a presentar un informe a la Secretaría sobre los aspectos del desarrollo del ámbito digital que atañen a la Convención y propuestas sobre las acciones que se deberían emprender para que el Comité las examine en su séptima reunión y pide al Comité que le comunique los resultados de su labor en su quinta reunión ordinaria”, formulada en la última reunión de la Conferencia de las Partes de la Convención 2005 (Resolución 4.CP 13, París, 14 de junio de 2013).

Resultado del encuentro, son las siguientes consideraciones, recomendaciones, y constataciones que los expertos convocados desean compartir:

www.diversidadaudiovisual.org



La *Convención sobre la protección y promoción de la diversidad de las expresiones culturales* (Unesco, 2005) debe alcanzar su desarrollo y aplicación en el nuevo paisaje que dibujan redes y soportes digitales.

El Informe realizado por la Comisión Internacional para el Estudio de los Problemas de la Comunicación (Informe MacBride, 1980) y la *Declaración de México sobre las Políticas Culturales* (Unesco, 1982) son dos antecedentes directos tanto de la *Declaración universal sobre la Diversidad Cultural* (Unesco, 2001) como de la *Convención sobre la protección y promoción de la diversidad de las expresiones culturales* (Unesco, 2005).

La diversidad cultural no debe ser entendida como un objetivo en sí mismo, sino un principio que contribuye al reconocimiento del otro, de lo distinto y diferente. Por tanto, es preciso combatir las posibles invocaciones de este principio por parte de proyectos que trabajen en la exclusión del otro a través de la imposición de barreras de distinto tipo.

Es necesaria la implementación de políticas públicas, a escala nacional e internacional, que protejan y promuevan la diversidad de los contenidos digitales en el paisaje digital.

Es preciso garantizar el acceso a la infraestructura digital a escala mundial, evitando una nueva brecha entre aquellos que tienen acceso y quienes no. Evitar la “fractura digital” debe formar parte de las políticas culturales. En este sentido, se plantea la provisión del servicio de internet de banda ancha como servicio universal a escala internacional (garantizada a todos los usuarios, independientemente de su localización geográfica, con una calidad especificada y a un precio asequible) a modo de instrumento para garantizar el derecho a la igualdad digital.

El acceso y la participación de individuos y de grupos sociales son condiciones necesarias para la diversidad cultural en el entorno digital y deben ser principios que guíen las políticas culturales contemporáneas.

Si bien las posibilidades que ofrecen las tecnologías digitales (aplicadas al ámbito de la producción, la distribución, la promoción y el consumo) para la circulación de contenidos audiovisuales son numerosas, la falta de visibilidad de numerosos contenidos culturales continúa siendo un acuciante problema.



En las nuevas redes y soportes digitales se verifica un proceso de re-intermediación a cargo de nuevos agentes -como Google, Youtube, Facebook, Spotify...- y las alianzas de éstos con los tradicionales conglomerados mediático-culturales cuestionan la diversidad en las redes digitales. La actuación de estos intermediarios o *gatekeepers* de la arena digital conforma una suerte de “cuello de botella” que visibiliza y promociona determinados contenidos culturales (“los más vendibles”) en desmedro de otros. La postulada “larga cola”, metáfora que hace referencia a la amplia disponibilidad de contenidos a través de las redes digitales, funciona como una “larga cola invisible”.

Es necesario realizar más investigación acerca de las estrategias desarrolladas por parte de los intermediarios del paisaje digital en temas sensibles como las alianzas con los grandes grupos de cultura-comunicación, el etiquetado de contenidos o los secretos algoritmos empleados por los motores de búsqueda que guían la visibilidad de contenidos.

Considerando el protagonismo de los contenidos audiovisuales en las nuevas redes y soportes digitales se hace necesaria la puesta en marcha de portales y buscadores que favorezcan la emergencia de nuevos creadores, prestando especial atención al desarrollo de iniciativas surgidas en países en vías de desarrollo económico y/o con dificultades de acceso a los medios de producción y distribución en los mercados internacionales.

La dificultad de adaptar tradicionales instrumentos de intervención para proteger y promover contenidos culturales -como las cuotas de difusión de determinados contenidos simbólicos- al entorno digital abre un nuevo campo de reflexión. Al respecto, se debe considerar la complejidad de la circulación de contenidos en redes y soportes digitales y el respeto de los derechos básicos de hombres y mujeres.

Iniciar conversaciones con otras Partes de la Convención 2005 sobre cómo abordar la diversidad de las expresiones culturales en el seno de las negociaciones comerciales en marcha y por venir, con especial atención al tratamiento de los servicios culturales digitales. La creación de un foro cultural interministerial -que incluya también expertos y representantes de la sociedad civil y de las organizaciones internacionales- sería muy útil para construir perspectivas comunes sobre la problemática “comercio-cultura-digital”.

La política de defensa del *copyright* principalmente favorece a los grandes grupos globales de cultura y comunicación y a algunos creadores-autores de éxito comercial, en menoscabo de los derechos de autor y de la potenciación del dominio



público en el paisaje digital. La defensa a ultranza del *copyright* y las relaciones de las empresas editoriales con las entidades de gestión de derechos van contra las micro, pequeñas y medianas empresas, y la amplia mayoría de creadores que no forman parte del *star system* mediático-cultural.

En virtud del artículo 21 de la Convención 2005, es necesario que la Unesco esté alerta ante los debates y negociaciones en relación con el desafío digital que se produzcan en otros foros internacionales tales como la Organización Mundial de la Propiedad Intelectual (OMPI), la Organización Mundial del Comercio (OMC), la Unión Internacional de Telecomunicaciones (UIT) y el Banco Mundial. La Unesco deberá, por un lado, evaluar las repercusiones de estos debates para la Convención 2005, y, por otro, promover de forma dinámica los objetivos de la propia Convención en los citados foros.

La cooperación cultural a escala internacional, tanto en el entorno analógico como en el digital, es una pieza fundamental para la protección y promoción de la diversidad cultural. Es necesario enfrentar los intereses nacionales defendidos por las representaciones de los Estados-nación que obstaculizan la cooperación cultural y retomar iniciativas como la de articulación de áreas geo-lingüísticas.

El entorno digital es una oportunidad para implementar la diversidad en los escenarios que dibujan las culturas originarias y ancestrales, los colectivos inmigrantes y las culturas minoritarias.

Es imprescindible poner en marcha un debate multilateral sobre los derechos de creadores y artistas en el nuevo escenario digital. En cooperación con la OMPI, la Organización Internacional del Trabajo (OIT) y las entidades profesionales de la cultura, la Unesco es el organismo apropiado para liderar una reflexión sobre las condiciones socio-económicas de los creadores en el mundo digital. Recordemos la *Recomendación relativa a la condición del artista* (Unesco, 1980), la creación del Observatorio Mundial sobre la Condición Social del Artista (Unesco, 1997), y el informe de la Relatora Especial de las Naciones Unidas sobre los Derechos Culturales dedicado a la problemática “El derecho a la libertad de expresión y creación artísticas” (ONU, 2013).

Entendiendo que la movilidad de creadores e intérpretes culturales es una condición necesaria para la diversidad, se hace necesaria la puesta en marcha de instrumentos a escala internacional que incrementen la movilidad de los mismos.



Se estima indispensable una mayor organización y protagonismo de la sociedad civil en la defensa de la diversidad cultural, a través de organizaciones comprometidas con la democratización de la información, la comunicación y la cultura. En este sentido, se destaca el papel que debe jugar la universidad pública y sus investigadores.

Considerando las múltiples dimensiones que abarca la diversidad cultural, es necesario contar con indicadores que contribuyan a la evaluación de las políticas culturales. Ahora bien, tal evaluación debe estar necesariamente subordinada a los objetivos políticos previamente planteados por una sociedad en un momento y espacio determinados, y debe tener en consideración su contexto de desarrollo e implementación.

Es primordial que las políticas culturales de la diversidad en el entorno digital se apoyen en indicadores que capten la sostenibilidad social a la que puedan dar lugar, intenten capturar los beneficios intangibles de la diversidad de expresiones en las artes y la cultura, y contribuyan a legitimar el propio desarrollo de estas políticas.

Es necesario el reconocimiento y la difusión de “buenas prácticas”, a través de catálogos, que inspiren acciones que promuevan la diversidad cultural en el entorno digital del audiovisual, en particular, y de las industrias culturales, en general.

Participantes del *workshop* internacional:

Luis A. Albornoz (Universidad Carlos III de Madrid), Asier Aranzubia (Universidad Carlos III de Madrid), Beatriz Barreiro Carril (Universidad Rey Juan Carlos), Alejandro Barranquero (Universidad Carlos III de Madrid), María Soliña Barreiro (Grupo de Estudios Audiovisuales, Universidad Santiago de Compostela), Sagrario Beceiro (Universidad Carlos III de Madrid), Lena Benzecry (Universidad Federal de Rio de Janeiro), Enrique Bustamante (Universidad Complutense de Madrid), M^a Trinidad García Leiva (Universidad Carlos III de Madrid), J. Ignacio Gallego (Universidad Carlos III de Madrid), Isabel Guglielmone Urioste (Universidad Technologie de Compiègne), Patricia Marengi (Universidad de Salamanca), Eduard Miralles (Interarts, España), Ana I. Segovia (Universidad Complutense de Madrid), Fernando Silva (Universidad Federal de Rio de Janeiro), Francisco Utray (Universidad Carlos III de Madrid), Alejandra Val (Universidad Carlos III de Madrid), Manel Verdú i Martí (Departamento de Cultura, Generalitat de Cataluña), Antonios Vlassis (Université du Québec à Montréal) y Peilei Ye (Universidad Carlos III de Madrid).

Contactos:

Profesor Dr. Luis A. Albornoz – albornoz@hum.uc3m.es

Profesora Dra. Ana I. Segovia – asegovia@ccinf.ucm.es



关于在数字时代保护及促进文化多样性的宣言

赫塔菲（西班牙），2013年10月4日，星期五

“在数字时代保护与促进视听多样性”国际研讨会于2013年10月3日到4日在马德里卡洛斯三世大学 / Universidad Carlos III de Madrid 赫塔菲校区举行。本次活动是在 Luis A. Albornoz 及 Ana I. Segovia 两位老师的统筹协调下，由“文化多样性及视听领域：有效实践及量化指标”项目（项目编号 CSO2011-26241）的研究人员们组织的，该项目也是西班牙国家科学、发展及技术创兴计划的一部分。

本次活动得到了来自马德里卡洛斯三世大学人文、传播及信息管理学院、拉丁传播信息及文化政治经济学联盟 / Unión Latina de Economía Política de la Información, la Comunicación y la Cultura (ULEPICC) 和“电视与电影：记忆、表达与产业”研究组 / Televisin – cine: memoria, representación e industria (Tecmerin) 的支持。

从各国及国际社会围绕落实《保护和促进文化表现形式多样性公约》（联合国教科文组织，2005年）而进行的工作出发，受邀参加本次研讨会的专家们分析了能够通过何种方式在数字环境下促进文化产业的多样性这一问题。

应当指出的是，正如上一届2005年《公约》缔约方大会上所提出的那样（4.CP 13号决议，巴黎，2013年6月14日），组织者在设计本次国际研讨会之时便希望邀请“请有此意愿的缔约方以及民间社会向秘书处报告对《公约》产生影响的数字技术发展的各方面问题并提出未来行动建议，供委员会第七届会议审议，并请委员会将其工作成果转呈其第五届常会”。



受邀的专家们希望与大家分享本次研讨会的结果，即以下几点想法、建议及发现：

《保护和促进文化表现形式多样性公约》（联合国教科文组织，2005年）应当在数字网络和媒体绘就的新背景下得到发展和落实。

由国际传播问题研究委员会发表的报告（《麦克布莱德报告》，1980年）及《关于文化政策的墨西哥城宣言》（联合国教科文组织，1982年）是《世界文化多样性宣言》（联合国教科文组织，2001年）及《保护和促进文化表现形式多样性公约》（联合国教科文组织，2005年）的两个直接缘起。

文化多样性其本身不应该被解读为一个孤立的目标，而是一个构成对他人、对与自身不同的一切的尊重与认可的原则。因此，我们需要克服所有来自那些通过强加各种各样的障碍以达到排斥其他文化这一目的方方面面可能对这一原则构成的挑战。

必须要在各国及国际社会贯彻落实那些能够在数字背景下保护及促进数字内容多样性的公共政策。

应当在全世界范围内保证享受数字基础设施的渠道，以避免在拥有这一渠道和未能拥有这一渠道的群体之间造成新的差距。避免“数字鸿沟”应当成为文化政策的构成部分。从这一点出发，应当在全世界范围内提供宽带上网服务（所有用户，无论身处何地，都应当享有特定质量和可承受价格范围内的宽带上网服务），它将成为保证数字时代平等权利的工具。

在数字时代，个人及社会群体拥有的渠道和来自他们的参与是保证文化多样性的必要条件，这也应当成为指导当代文化政策的原则。

尽管数字技术（应用于生产、销售、推广和消费方面）为视听内容的传播提供了许多可能，不少文化内容缺乏可见性依然是一个紧迫的问题。



在新的数字网络和媒体中可以见到一种“再中介”过程，它由 Google、Youtube、Facebook、Spotify 等新“中介”完成，这些新“中介”与传统的媒体文化巨头之间的联盟让我们对数字网络的多样性产生了质疑。这些“中介”或“守门人”在数字环境中的行为形成了一种“瓶颈效应”，它们更加倾向于宣传和推广某些特定文化内容（即那些最“热销”的内容），而牺牲了其他内容。所谓的“长尾”被用于比喻从数字网络中获取大量内容信息的可能，但它却成为了一个“隐形长尾”。

有必要对数字平台中介所采取的战略进行更多研究，包括他们与媒体文化巨头的联盟、内容标签化或搜索引擎如何通过算法决定内容可见性这些敏感话题。

考虑到视听内容在新的数字网络和媒体内容中占有主导地位，有必要创建有助于推广新艺术家的门户网站和搜索引擎，并着重关注那些来自发展中国家及在接触国际市场中的生产及销售媒介方面存在困难国家的提案。

在将传统干预工具——比如象征性内容的传播份额——应用于对数字平台上文化内容的保护和促进存在难度，这也为我们打开了新的思考空间。对此，应当考虑到内容在数字网络及媒体上传播的复杂性，以及对人们基本权利的尊重。

应当与 2005 年《公约》的其他缔约方开启关于如何在现有及未来的贸易谈判中满足文化表现形式多样性的要求，并对数字文化服务给予特别的关注。创办一个包含专家、民间社会及国际组织代表参与的部长间文化论坛将十分有助于各界对与“贸易-文化-数字化”问题达成共识。

版权保护政策主要在造福那些全球文化传媒巨头和某些获得了商业成功的艺术家及作者，却损害了作者的权利，也减少了数字环境下公众获取文化和信息的潜力。对版权保护的固守以及出版商与版权管理机构之间的关系违背了微



型、小型和中型企业，以及绝大多数不属于“媒体-文化明星体系”的艺术家的利益。

根据 2005 年《公约》第 21 条，联合国教科文组织应当了解在包括世界知识产权组织、世界贸易组织、国际电信联盟及世界银行在内的其他国际组织中所进行的与数字化挑战相关的讨论及谈判。联合国教科文组织一方面应当评估这些讨论对 2005 年《公约》产生的影响，另一方面也应当在上述组织中大力推动《公约》目标的实现。

在模拟和数字化环境下的国际文化合作对保护和促进文化多样性至关重要。我们应当直面受到民族国家代表维护、却阻碍了文化合作的国家利益，并再次启动例如联合地理-语言地区等提案。

对于保护原住民和传统文化、移民文化和少数群体文化的多样性而言，数字环境无疑是一个机遇。

有必要就新的数字环境下作者及艺术家的权利这一问题进行多边讨论。在与世界知识产权组织、国际劳工组织以及文化专业机构合作的同时，联合国教科文组织应当成为对数字世界的艺术家们的社会经济地位进行反思的领导机构。让我们回想一下《关于艺术家地位的建议书》（联合国教科文组织，1980 年）、国际艺术家社会地位观察室的创立（联合国教科文组织，1997 年），以及联合国文化权利领域特别报告员关于“自由表达与创作权”的报告（联合国，2013 年）吧。

由于艺术家和文化从业者的流动性对文化多样性具有重要意义，有必要在国际范围内采取促进其流动性的措施。

有必要通过旨在促进信息、传播和文化民主化的机构，以加强民间社会在保护文化多样性方面的组织和主导作用。在这一点上，公立大学及其研究人员应当发挥应有的作用。



考虑到文化多样性包含多个维度，因此有必要建立量化标准以对文化政策进行评估。另外，这种评估必须服从于一个社会在某个特点的时间和空间预先建立的政治目标，并应当考虑到其发展及实施环境。

数字环境下的多样性文化政策应当得到那些考虑到其社会可持续性并试图昭显艺术及文化表达多样性所带来的无形效益的指标的支持，这些指标也将为这些文化政策的发展提供合理依据。

有必要将那些有利于在视听数字环境乃至整个文化产业中促进文化多样性的“有效实践”摘录搜集成册，并加以认可及宣传。

本次国际研讨会与会人员：

Luis A. Albornoz (马德里卡洛斯三世大学), Asier Aranzubia (马德里卡洛斯三世大学), Beatriz Barreiro Carril (胡安·卡洛斯国王大学), Alejandro Barranquero (马德里卡洛斯三世大学), María Soliña Barreiro (圣地亚哥德孔波斯特拉大学视听研究组), Sagrario Beceiro (马德里卡洛斯三世大), Lena Benzecry (里约热内卢联邦大学), Enrique Bustamante (马德里康普顿斯大学), J. Ignacio Gallego (Universidad Carlos III de Madrid) (马德里卡洛斯三世大学), M^a Trinidad García Leiva (马德里卡洛斯三世大学), Isabel Guglielmono Urioste (贡比涅技术大学), Patricia Marengi (萨拉曼卡大学), Eduard Miralles (西班牙 Interarts 协会), Ana I. Segovia (马德里康普顿斯大学), Fernando Silva (里约热内卢联邦大学), Francisco Utray (马德里卡洛斯三世大学), Alejandra Val (马德里卡洛斯三世大学), Manel Verdú i Martí (加泰罗尼亚大区文化局), Antonios Vlassis (魁北克大学蒙特利尔分校) 及 Peilei Ye (马德里卡洛斯三世大学)。

联系方式：

Luis A. Albornoz 博士 - laborno@hum.uc3m.es

Ana I. Segovia 博士 - asegovia@ccinf.ucm.es



DECLARAÇÃO SOBRE A PROTEÇÃO E PROMOÇÃO DA DIVERSIDADE CULTURAL NA ERA DIGITAL

Getafe (Espanha), sexta-feira, 04 de outubro de 2013

Nos dias 3 e 4 de outubro de 2013 foi realizado o seminário internacional "Proteção e promoção da diversidade no meio audiovisual na era digital", no campus Getafe, da Universidade Carlos III de Madrid. O encontro, coordenado pelos professores Luis A. Albornoz e Ana I. Segovia, foi organizado pelos pesquisadores que participam do projeto "Diversidade cultural e indústria audiovisual: boas práticas e indicadores" (ref. CSO2011-26241), que faz parte do Plano Nacional de Pesquisa Científica, Desenvolvimento e Inovação Tecnológica da Espanha.

A realização do evento contou com o apoio da Faculdade de Humanidades, Comunicação e Documentação, da Universidade Carlos III de Madrid, da associação científica internacional União Latina de Economia Política da Informação, Comunicação e Cultura (Ulepicc) e do grupo de pesquisa Televisão-Cinema: memória, representação e indústria (Tecmerin).

Os especialistas reunidos no encontro discutiram formas de estimular a diversidade das indústrias culturais no contexto digital, levando em consideração o trabalho que vem se desenvolvendo, em nível nacional e internacional, em torno da implementação da *Convenção sobre a Proteção e a Promoção da Diversidade das Expressões Culturais* (Unesco, 2005).

Deve-se notar que, no momento de desenhar o *workshop* internacional, seus organizadores levaram em consideração a recomendação feita na última reunião da Conferência das Partes da Convenção de 2005 de convidar "as Partes que desejem e a sociedade civil a apresentar um relatório à Secretaria sobre os aspectos do desenvolvimento no âmbito digital relacionado com a Convenção, assim como, propostas de ações que deveriam empreender para que o Comitê as examine em sua sétima reunião, e solicita ao Comitê que comunique os resultados do seu trabalho na sua 5ª sessão ordinária" (Resolução 4.CP 13, Paris, 14 de junho de 2013).

O resultado da reunião são as seguintes considerações, recomendações e conclusões que os especialistas convocados desejam compartilhar:

www.diversidadaudiovisual.org



A *Convenção sobre a Proteção e a Promoção da Diversidade das Expressões Culturais* (Unesco, 2005) deve alcançar o seu desenvolvimento e aplicação na nova paisagem desenhada pelas redes e suportes digitais.

O Relatório da Comissão Internacional para o Estudo dos Problemas da Comunicação (Informe MacBride, 1980) e a *Declaração do México sobre Políticas Culturais* (Unesco, 1982) são dois antecedentes diretos tanto da *Declaração sobre a Diversidade Cultural* (Unesco, 2001) como da *Convenção sobre a Proteção e Promoção da Diversidade das Expressões Culturais* (Unesco, 2005).

A diversidade cultural não deve ser entendida como um objetivo em si, mas sim, como um princípio que contribui para o reconhecimento do outro, do distinto e diferente. Portanto, é necessário combater as possíveis invocações desse princípio por parte de projetos que excluam o outro através da imposição de barreiras de diferentes tipos.

É necessário implementar políticas públicas, nacionais e internacionais, que protejam e promovam a diversidade de conteúdos digitais no universo digital.

É preciso garantir o acesso à infraestrutura digital global, evitando uma nova divisão entre os que têm acesso e os que não têm. Evitar o "fosso digital" deve fazer parte das políticas culturais. Para isso, se pleiteia a prestação de serviços de internet banda larga como serviço universal no âmbito internacional (oferecendo a todos os usuários, independentemente de sua localização geográfica, um serviço de qualidade e com preço acessível) como uma das ferramentas de garantir o direito à igualdade digital.

O acesso e a participação de indivíduos e grupos sociais são condições necessárias para a diversidade cultural no âmbito digital e devem ser princípios orientadores das políticas culturais contemporâneas.

Apesar do potencial que as tecnologias digitais (aplicadas à produção, distribuição, promoção e consumo) oferecem para a circulação de conteúdos audiovisuais, a falta de visibilidade de uma numerosa quantidade de conteúdos culturais continua sendo um problema premente.

Nas novas redes e suportes digitais se verifica um processo de re-intermediação promovido por novos agentes – como Google, Youtube, Facebook, Spotify... – e alianças deles com tradicionais conglomerados midiático-culturais, que promovem um questionamento acerca da diversidade cultural nas redes digitais. A atuação desses intermediários ou *gatekeepers* da paisagem digital forma uma espécie de



"gargalo" que dá visibilidade e promove determinados conteúdos culturais ("os mais vendáveis") em detrimento de outros. A postulada "cauda longa", metáfora que faz referencia à ampla disponibilidade de conteúdos através das redes digitais, funciona como uma "cauda longa invisível".

É necessário realizar mais pesquisas sobre as estratégias desenvolvidas por esses intermediários do cenário digital em temas sensíveis como: as alianças com os grandes grupos de comunicação e cultura, o etiquetamento de conteúdos ou os algoritmos secretos utilizados pelos motores de busca que orientam a visibilidade de materiais pesquisados.

Considerando o protagonismo dos conteúdos audiovisuais nas novas redes e suportes digitais, se faz necessário o desenvolvimento de portais e buscadores que favoreçam o surgimento de novos criadores, prestando especial atenção ao desenvolvimento de iniciativas oriundas de países em vias de desenvolvimento econômico e/ou com dificuldades de acesso aos meios de produção e distribuição dos mercados internacionais.

A dificuldade de adaptar os tradicionais instrumentos de intervenção para proteger e promover conteúdos culturais – como as cotas de difusão de determinados conteúdos simbólicos – no entorno digital, abre um novo campo de reflexão. Neste sentido, se deve considerar a complexidade da circulação de conteúdos em redes e suportes digitais e o respeito aos direitos básicos de homens e mulheres.

Seria muito útil iniciar conversas com outras Partes da Convenção de 2005, sobre como lidar com a diversidade das expressões culturais no seio das atuais negociações comerciais e dando especial atenção ao tratamento dos serviços culturais digitais. Além disso, para a construção de perspectivas comuns sobre a problemática "comércio – cultura – digital", se sugere a criação de um fórum cultural interministerial que inclua também especialistas e representantes da sociedade civil e de organizações internacionais.

A política de defesa do *copyright* favorece, principalmente, aos grandes grupos globais de cultura e comunicação e a alguns autores-criadores de êxito comercial, em detrimento dos direitos do autor e do fortalecimento do domínio público no cenário digital. A defesa intransigente do *copyright* e das relações das editoras comerciais com as entidades de gestão de direitos vai contra as micro, pequenas e médias empresas, e a grande parte dos artistas que não integra o *start system* mediático-cultural.



Nos termos do artigo 21 da Convenção de 2005, é necessário que a Unesco esteja atenta aos debates e negociações em relação ao desafio digital que se produzem em outros fóruns internacionais, tais como a Organização Mundial da Propriedade Intelectual (OMPI), a Organização Mundial do Comércio (OMC), a União Internacional de Telecomunicações (UIT) e o Banco Mundial. A Unesco deverá, por um lado, avaliar as repercussões desses debates para a Convenção de 2005, e, por outro, promover de forma dinâmica os objetivos da própria Convenção nesses fóruns.

A cooperação cultural em escala internacional, tanto no entorno analógico quanto no digital, é uma peça fundamental para a proteção e promoção da diversidade cultural. É necessário enfrentar os interesses nacionais defendidos pelas representações dos Estados-Nação que criam obstáculos para a cooperação cultural e retomar iniciativas como a articulação de áreas geo-linguísticas.

O ambiente digital é uma oportunidade para implementar a diversidade nos cenários que contornam as culturas originárias e ancestrais, os coletivos imigrantes e as culturas minoritárias.

É indispensável colocar em prática uma discussão multilateral sobre os direitos dos criadores e artistas no novo cenário digital. Em cooperação com a OMPI, a Organização Internacional do Trabalho (OIT) e entidades profissionais da cultura, a Unesco é o órgão competente para conduzir uma reflexão sobre as condições socioeconômicas dos criadores no mundo digital. Lembremos o *Manifesto sobre o Estatuto do Artista* (Unesco, 1980), a criação do Observatório Mundial sobre a Condição do Artista (Unesco, 1997), e o informe da Relatora Especial das Nações Unidas sobre os Direitos Culturais dedicada à problemática "O direito à liberdade de expressão e criação artísticas" (ONU, 2013).

Compreendendo que a mobilidade dos artistas e intérpretes culturais é uma condição fundamental para a diversidade, se faz necessária a implementação de instrumentos em escala internacional que incrementem a mobilidade desses agentes.

Demanda-se uma maior organização e protagonismo da sociedade civil na defesa da diversidade cultural, por intermédio de organizações comprometidas com a democratização da informação, da comunicação e da cultura. Neste sentido, destaca-se o papel a ser desempenhado pela universidade pública e seus pesquisadores.



Considerando as múltiplas dimensões que abarcam a diversidade cultural, é necessário contar com indicadores que contribuam para a avaliação das políticas culturais. No entanto, essa avaliação deve estar subordinada a objetivos políticos previamente definidos por uma sociedade em um momento e espaço determinados, e deve levar em consideração o contexto de desenvolvimento e implementação.

É primordial que as políticas culturais da diversidade no cenário digital se baseiem em indicadores, que reflitam as condições de sustentabilidade social favorecidas por elas, tentem capturar os benefícios intangíveis da diversidade de expressões nas artes e na cultura, e contribuam para legitimar o desenvolvimento dessas próprias políticas.

É necessário o reconhecimento e divulgação de "boas práticas" por meio de catálogos que inspirem ações para promover a diversidade cultural na paisagem digital do audiovisual, em particular, e das indústrias culturais, em geral.

Participantes do *workshop* internacional:

Luis A. Albornoz (Universidade Carlos III de Madri), Asier Aranzubia (Universidade Carlos III de Madri), Beatriz Barreiro Carril (Universidade Rey Juan Carlos), Alejandro Barranquero (Universidade Carlos III de Madri), María Soliña Barreiro (Grupo de Estudos Audiovisuais, Universidade Santiago de Compostela), Sagrario Beceiro (Universidade Carlos III de Madri), Lena Benzecry (Universidade Federal de Rio de Janeiro), Enrique Bustamante (Universidade Complutense de Madri), M^a Trinidad García Leiva (Universidade Carlos III de Madri), J. Ignacio Gallego (Universidade Carlos III de Madri), Isabel Guglielmone Urioste (Universidade Technologie de Compiègne), Patricia Marengi (Universidade de Salamanca), Eduard Miralles (Interarts, Espanha), Ana I. Segovia (Universidade Complutense de Madri), Fernando Silva (Universidade Federal de Rio de Janeiro), Francisco Utray (Universidade Carlos III de Madri), Alejandra Val (Universidade Carlos III de Madri), Manel Verdú i Martí (Departamento de Cultura, Governo de Catalunha), Antonios Vlassis (Université du Québec à Montréal) y Peilei Ye (Universidade Carlos III de Madri).

Contacto:

Professor Dr. Luis A. Albornoz – lalborno@hum.uc3m.es

Professora Dra. Ana I. Segovia – asegovia@ccinf.ucm.es